

<http://lipietz.net/Grandes-Orientations-de-Politique-economique-pour-l-an-2000-124>

Les Verts ont voté contre

Grandes Orientations de Politique économique pour l'an 2000

- Député européen (Verts, France) - Économie - La politique macroéconomique et sociale de l'Europe -



Publication date: jeudi 18 mai 2000

ight © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Le Parlement européen vote le rapport Katiforis sur les Grandes Orientations de Politique économique pour l'an 2000.

Alain Lipietz explique pourquoi les Verts ont voté contre

Lipietz (Verts/ALE). - Monsieur le Président et chers collègues, le groupe des Verts n'a pas voté le rapport Katiforis tel qu'il avait été amendé par la commission économique et monétaire. Pourquoi ?

Nous approuvons évidemment l'orientation générale du rapport Katiforis. Nous approuvons notamment l'ambition du plein-emploi ainsi que l'ambition de rapports sociaux et surtout salariaux sains. En revanche, nous n'avons pas apprécié une série d'amendements qui nous semblent extrêmement dangereux. Ces amendements, nous les refuserons et nous les refuserons systématiquement et nous espérons, au cours de la présente législature, convaincre nos collègues, y compris au sein du parti populaire européen, qu'ils sont dangereux.

Premièrement, nous ne pouvons plus continuer à appeler à une réforme des contrats salariaux sans préciser exactement notre pensée. Souscrire à l'objectif d'une société européenne la plus compétitive possible sur le plan du savoir, veut dire investir au maximum dans le capital humain. Or, un capital humain enrichi n'est pas quelque chose qui se prend et qui se jette, un capital humain enrichi est quelque chose qui se respecte, quelque chose que l'on offre à quelqu'un en lui donnant le temps de se former, d'acquérir de l'expérience et de le mettre en valeur. Donc si réforme structurelle du rapport salarial il doit y avoir, c'est vers plus de stabilité et non pas vers moins de stabilité de l'emploi.

Il est un deuxième point fondamental sur lequel j'espère désespérément convaincre mes collègues dans les cinq ans - maintenant quatre - qui viennent, à savoir que nous ne pouvons pas seulement " prétendre " vouloir respecter l'accord de Kyoto en l'an 2008. Nous savons, et le rapport le reconnaît, qu'il est pour l'instant inconciliable avec un objectif de croissance de 3 %. Je ne comprends donc pas le refus du PPE de l'ardente obligation d'investir dans les économies d'énergie, dans les systèmes de transport, dans l'amélioration des logements, de façon à rendre compatibles l'objectif de Kyoto et l'objectif des 3 % de croissance.

Voir la [présentation](#) de la situation.